

Et au nom des moyens, que dire ?

Guillaume Beaulac, étudiant en philosophie à l'UQÀM

Le lundi 27 novembre dernier, des « amis critiques » ont fait une « Déclaration publique en faveur de la réforme en éducation au Québec » qu'ils ont intitulée *Au nom de ses finalités, poursuivre et réussir la réforme engagée*. Elle est disponible sur Internet: <http://www.reussirlareforme.qc.ca> .

Dans cette déclaration, plusieurs personnes ayant pris part à cette réforme réitèrent qu'il fallait une réforme en éducation – ce sur quoi nous nous entendons très bien – et affirment qu'ils sont étonnés que « plusieurs aujourd'hui dénoncent la réforme [qu'ils] avaient pourtant souhaitée ». Leur étonnement a de quoi étonner: alors qu'ils se concentrent sur la fin visée, ils ne réalisent à peine que le problème est **dans les moyens entrepris** pour réaliser les trois enjeux qui rendent la réforme « juste et légitime ». Sur ces nobles enjeux visés, soit « celui de revenir aux savoirs essentiels, celui de l'égalité des chances et de l'équité sociale et celui d'une école plus riche au plan des contenus et de la culture », il y a un large consensus dans le milieu: toute personne qui veut travailler pour et avec les enfants sera d'accord sur ce minimum requis. Par contre, c'est Kant qui disait que les moyens primaient sur les fins en énonçant son principe catégorique¹ et, sans prendre position sur cette affirmation ou la redire telle quelle, il suffit ici de dire que les moyens ne peuvent pas, et ne doivent pas, être évacués du débat.

Au-delà de ce point essentiel, il est important d'affirmer qu'ils avancent des idées intéressantes: ils disent, notamment, que « l'apprentissage non-réussi ou insuffisant de la lecture dès le premier cycle du primaire » est un problème ou encore qu'« [on] ne fait pas une réforme contre les [enseignantes et les] enseignants, mais avec eux ». Que d'idées originales ! Ils mentionnent tout de même que « des approches mixtes [pour enseigner] sont parfois plus fécondes », un point sur lequel nous sommes en accord et qui est trop souvent oublié dans le débat.

Là où l'harmonie s'arrête, c'est lorsqu'ils affirment qu'il faut « identifier les vraies lacunes et les principaux correctifs à apporter ». Identifier les lacunes, d'accord; réparer le bateau qui coule alors là, non. Une réforme doit, en effet, « tabler sur les acquis, corriger ce qui ne va pas, et avoir à l'oeil les défis que l'avenir annonce » et, ce qui ne va pas présentement, **ce sont les fondations même sur lesquelles cette réforme est construite**. Pour l'analyse de ces fondations, il serait mieux de se référer au texte de Normand Baillargeon paru dans la revue *Possibles*, volume 30, aussi disponible sur le site du Collectif pour une Éducation de Qualité. Il aborde ce point de façon beaucoup plus détaillée que ce qui pourrait être fait dans ces quelques lignes.

¹ « Agis selon la maxime qui peut en même temps se transformer en loi universelle ».

Nos amis critiques parlent aussi des fondations. Cette fameuse « position épistémologique – le socioconstructivisme » est décrite comme ayant un impact minime parce que, depuis une correction du propos du Ministère, l'autonomie professionnelle des enseignantes et des enseignants est reconnue. La belle affaire ! Le message a bel et bien passé, mais sa crédibilité n'est pas au rendez-vous. Comment affirmer l'autonomie professionnelle et dire qu'ils ont « le choix des manuels scolaires et du matériel didactique » alors que, dans un premier temps, la majorité des maisons d'édition n'ont créé que des manuels qui suivent les *nouvelles méthodes* et, dans un second, quand l'autonomie est elle-même bafouée ! Il faudrait donc acheter de vieux manuels ou recycler le matériel pré-réforme qui ne suit pas le programme ?

De plus, dans les solutions qu'ils proposent, ces critiques amicaux demandent à ce qu'il y ait une « évaluation systémique de la réforme du programme » où il y aurait un dispositif qui permettrait « de suivre sur une période prolongée le degré d'appropriation et d'implantation réelle du programme de formation par les enseignants » et qu'il faudrait s'assurer « de la mise en place de moyens de régulation ». Elle est belle, l'autonomie des enseignantes et enseignants; pas de moyen d'enseignement prescrit, mais des compétences à évaluer dans des situations précises qui, en plus, ne sont soit pas très sérieuses soit inconnues.

Ces amis de la réforme font d'autres affirmations lourdes de conséquences comme: « Une méthode n'est pas dotée d'une efficacité ou d'une inefficacité intrinsèque: tout dépend du contexte, du degré et du niveau d'enseignement, de la matière et des caractéristiques des [enseignantes et des] enseignants. » Poussons à l'absurde: Madame ou Monsieur X décide que, pour la classe Y, la méthode préconisée pour apprendre l'addition est de tourner trois fois sur soi-même et de crier bien fort la réponse. Sa méthode n'a-t-elle pas une inefficacité intrinsèque ? Il faut reconnaître que certaines approches et certaines méthodes sont plus efficaces que d'autres et c'est ce que tentait d'évaluer le projet *Follow Through* aux États-Unis, il y a une trentaine d'années. Il est vrai que des controverses avaient et ont toujours lieu autour de ce projet: elles étaient principalement sur des virgules méthodologiques qui sont très utiles pour discréditer les résultats. Malgré les écarts à l'intérieur même des diverses méthodes utilisées, celle dite d'instruction directe a été désignée comme étant la plus efficace: il est possible d'être en désaccord avec ce constat. Il faudrait alors refaire une expérience sérieuse où diverses méthodes seraient évaluées sur une grande échelle pour, peut-être, arriver à d'autres résultats. Mais, à ce jour, il s'agit de la plus grosse et de la plus sérieuse recherche sur le sujet qui est disponible ...

Cet article est déjà long et des points aussi essentiels que les différentes recherches en psychologie n'ont pas été abordées, ni dans ce texte ni dans celui visant à « Réussir la réforme ». La formation des enseignants, pièce maîtresse du puzzle de l'école, n'est pas mentionnée non plus alors qu'un drame se déroule dans les facultés de *sciences* de l'éducation (voir « La réforme m'a fait décroché » du 15 juin 2006). La question du langage, où l'enseignant devient « co-apprenant » et où le terme « élève » est abandonné parce que jugé trop autoritaire, serait inutile parce que le programme est conçu « d'abord pour les professionnels que sont les enseignants » et que, pour les termes essentiels, « [les] médias ont du reste une responsabilité de [les] rendre intelligibles au plus grand nombre [...] ».

C'est surtout l'absence totale d'évaluation de la réforme – on ne peut poursuivre une évaluation qui n'est pas commencée – qui doit sonner l'alarme. Pardon: l'absence totale d'évaluation des moyens d'application qui nous permettront, peut-être un jour, d'accéder aux objectifs si lointains qui rendent la réforme « juste et légitime ».